



Communiqué de presse du 1^{er} novembre 2020 du Collectif Inter-Hôpitaux

Le 28 octobre, le Président de la République a déclaré « *Nous avons formé près de 7000 infirmiers et médecins pour pouvoir travailler en réanimation (...) nos capacités sont passées de 5000 lits avant la première vague à 6000 aujourd'hui, nous allons les porter au-delà de 10 000 lits en réanimation. (...) le Ségur de la santé, qui correspond à 8 milliards par an investis dans l'hôpital et notre santé, permettra de renforcer l'attractivité des métiers.* »

Le Collectif Inter Hôpitaux signale que les personnels formés l'ont été par des formations express allant de 2 à 15 jours selon les hôpitaux. Il n'a pas été communiqué de bilan précis de ces formations superficielles et insuffisantes. Un minimum de 6 mois est nécessaire pour former un.e infirmier.ère à la réanimation et l'affectation de personnels insuffisamment formés est une source d'angoisse majeure pour les professionnels et un risque non négligeable pour les patients (perte de chance). De plus, ce renfort paramédical est retiré d'autres services, pénalisant ainsi l'accueil d'autres patients.

Par ailleurs, les lits supplémentaires de réanimation annoncés sont situés dans des unités de soins non réanimatoires. Sans l'équipement habituel d'une réanimation, ils ne peuvent être qualifiés de lits de réanimation. Le manque de lits est croissant depuis des années et est nettement plus marqué avec l'augmentation des admissions Covid. L'insuffisance des capacités d'accueil est très importante en secteur d'hospitalisation conventionnelle.

L'ouverture des lits nécessite une embauche de personnel qualifié qui fait défaut. Le Ségur n'a pas entraîné le choc d'attractivité attendu. 180 000 infirmier.ère.s ont quitté leur métier, et l'espoir de leur retour, même en temps de crise, est vain. Les paramédicaux ne sont pas attirés ni fidélisés à l'hôpital public en raison de conditions de travail dégradées et d'absence d'attractivité salariale. Le salaire des infirmier.ère.s reste sous la moyenne de l'OCDE et loin derrière un pays comparable comme l'Allemagne. Le recours croissant aux intérimaires (payés parfois le double sans contrainte de planning) contribue à la démotivation. Les personnels intérimaires sont moins spécialisés et moins intégrés aux équipes qu'ils obligent à une vigilance accrue.

Le Collectif Inter Hôpitaux souligne que le PLFSS voté en première lecture à l'Assemblée Nationale le 27 octobre impose à nouveau près de 2 Mds d'économie*. L'ajout de 8 Mds au budget de l'hôpital est un trompe-l'œil. Pour financer les revalorisations salariales du Ségur (7,5 Mds), la reprise de la dette, le plan d'investissement (1,6 Md) et les charges fixes** (environ 2 Mds), 10 Mds seraient nécessaires, indépendamment des surcoûts liés à la pandémie.

Le Collectif Inter Hôpitaux appelle le parlement à respecter la parole donnée par le Président de la République : la santé quoiqu'il en coûte.

*Le budget voté en 2019 pour 2020 était de 84,4 Mds. Il a été voté pour 2021 à 92,9 Mds en première lecture le 27 octobre

** Les charges fixes (médicaments, innovation, dispositifs médicaux, grille vieillesse technicité, accroissement des maladies chroniques) croissent de 2 à 4% annuellement soit environ 2 Mds d'euros en 2021.